

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>UNO</b>
Akteure	<b>Genf, Lugano</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Ackermann, Nadja  
Barras, François  
Eperon, Lionel  
Käppeli, Anita  
Mach, André  
Pasquier, Emilia  
Schubiger, Maximilian  
Unbekannt, Autor

## Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Nadja; Barras, François; Eperon, Lionel; Käppeli, Anita; Mach, André; Pasquier, Emilia; Schubiger, Maximilian; Unbekannt, Autor 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: UNO, Genf, Lugano, 1992 – 2013*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Rechtsordnung	1
Innere Sicherheit	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	3
<b>Landesverteidigung</b>	3
Militäreinsätze	3

## Abkürzungsverzeichnis

<b>UNO</b>	Organisation der Vereinten Nationen
<b>NDG</b>	Nachrichtendienstgesetz
<b>EDA</b>	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
<b>KSZE</b>	Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa
<b>NDB</b>	Nachrichtendienst des Bundes
	(bis 2010: Strategischer Nachrichtendienst und Dienst für Analyse und Prävention)
<hr/>	
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>LRens</b>	Loi sur le renseignement
<b>DFAE</b>	Département fédéral des affaires étrangères
<b>CSCE</b>	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
<b>SRC</b>	Service de renseignement de la Confédération
	(à 2010: Service de renseignement stratégique et Service d'analyse et de prévention)

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Rechtsordnung

#### Innere Sicherheit

VERWALTUNGSAKT  
DATUM: 17.09.2013  
NADJA ACKERMANN

Die Debatte um den **US-Abhörskandal** erhielt erneut Aufwind, als das deutsche Nachrichtenmagazin Spiegel enthüllte, dass eine gemeinsame Einheit der CIA und NSA unter dem Dach der amerikanischen UNO-Mission in Genf gezielt Abhöraktionen durchgeführt hatte. Diverse Politiker forderten eine Protestnote an die US-Botschaft. Das EDA wollte jedoch keine Retorsionsmassnahmen ergreifen und der Bundesrat betonte, dass kein direkter Datenaustausch zwischen dem Nachrichtendienst des Bundes (NDB) und der NSA stattfände. Die Bundesanwaltschaft eröffnete ihrerseits mit der Genehmigung des Bundesrates ein Strafverfahren gegen Unbekannt. Gleich zu Beginn dämpfte Bundesanwalt Lauber jedoch die Erwartungen: Aus solchen Ermittlungen Erkenntnisse zu gewinnen, sei schwierig, weil sich Staaten in politischen Delikten generell keine Rechtshilfe leisteten. Durch diese Enthüllungen wurde einer bisher kaum beachteten Bestimmung im Entwurf des Nachrichtendienstgesetzes erstmals Aufmerksamkeit geschenkt: Laut dem Gesetzesentwurf soll der Austausch mit ausländischen Geheimdiensten ohne Zustimmung des Bundesrates möglich werden (Art. 10 NDG).<sup>1</sup>

## Aussenpolitik

### Beziehungen zu internationalen Organisationen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 29.09.1992  
ANDRÉ MACH

Dans le cadre de la mission de l'**ONU** pour le maintien du **cessez-le-feu en ex-Yougoslavie**, plusieurs **officiers helvétiques** ont été dépêchés sur le terrain en même temps que d'autres observateurs internationaux. Cependant, le Conseil fédéral qui avait annoncé, suite à une demande de l'ONU, son intention d'envoyer une trentaine de policiers helvétiques a finalement renoncé à cette contribution en raison de leur manque de formation pour ce type d'activités et du nombre insuffisant de volontaires. Au total, les moyens mis à disposition par la Confédération pour l'aide sur place se sont montés à 45 millions de francs. Le Conseil fédéral a également contribué financièrement à l'installation du secrétariat de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie qui s'est partiellement tenue à Genève.<sup>2</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 15.10.1992  
ANDRÉ MACH

Le Conseil fédéral a soutenu **la candidature de Genève pour devenir le siège du secrétariat de la Conférence sur le désarmement chimique**; cependant, le comité de la Conférence a exprimé sa préférence pour les villes de Vienne et de La Haye. A la suite de cet échec et en raison de la restructuration interne des Nations Unies, plusieurs observateurs se sont interrogés sur l'avenir du statut de ville internationale de Genève. La fin de la guerre froide, qui a diminué l'attrait du territoire helvétique pour l'implantation des organisations internationales, et les conditions financières offertes par Genève font craindre le départ de certaines institutions spécialisées vers d'autres villes européennes.<sup>3</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 16.12.1992  
ANDRÉ MACH

Lors de la réunion de Stockholm, les membres de la **CSCE** ont décidé la création d'un **secrétariat général afin de renforcer l'efficacité de l'organisation**; d'autre part, ils ont prévu de coordonner leurs actions avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme et de la sécurité. A cette occasion, le siège de la Cour de conciliation et d'arbitrage des conflits au sein de l'organisation a été attribué à la ville de Genève.<sup>4</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 24.04.1993  
AUTOR UNBEKANNT

Dans un **rapport sur la décentralisation du système des Nations Unies**, le corps commun d'inspection de l'ONU a préconisé une refonte des structures et des méthodes d'exécution des programmes des organisations des Nations Unies. Ce texte relève notamment la perte d'attractivité des pays neutres pour les organisations internationales depuis la fin de la guerre froide; il est également indiqué que le coût moyen d'un fonctionnaire international est le plus élevé du monde à Genève. Ces conclusions ont éveillé quelques craintes chez les autorités genevoises sur l'avenir du statut de ville internationale de Genève. L'année dernière déjà, la candidature de Genève pour le siège de l'autorité de contrôle de la Convention sur les armes chimiques et du secrétariat chargé du suivi de Rio n'avait pas été retenue. Les milieux diplomatiques genevois ont toutefois souligné que tant que ce rapport n'était pas approuvé par le secrétaire général de l'ONU, il était improbable que des mesures soient prises pour restructurer le système des Nations Unies.<sup>5</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 15.06.1993  
AUTOR UNBEKANNT

La publication d'un autre **rapport sur les implications financières de la deuxième phase de réforme des structures des Nations Unies** est venue quelque peu apaiser les craintes de Genève. Ce texte, adopté par l'assemblée générale de l'ONU, allait plutôt dans le sens d'un renforcement des activités des agences spécialisées de l'ONU installées à Genève.<sup>6</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 25.11.1994  
LIONEL EPERON

Les autorités fédérales, genevoises et onusiennes ont présenté le programme des manifestations commémoratives qui célébreront l'année prochaine à Genève le **50<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU**. Les hôtes du siège européen des Nations Unies consacreront en tout 6,8 millions de francs à l'organisation de cette fête.<sup>7</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 15.01.2000  
FRANÇOIS BARRAS

Aux journalistes, Joseph Deiss a déploré le peu de promotion de la Suisse dans les médias internationaux. Pour y remédier, le premier responsable de la diplomatie helvétique a proposé d'**accentuer le rôle de plate-forme diplomatique de Genève**, notamment par des contacts plus suivis et mieux organisés envers les journalistes étrangers qui gravitent autour de l'ONU. Une étude était en cours afin de parvenir à terme à la création d'un véritable service de presse à la Mission suisse.<sup>8</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 27.12.2011  
ANITA KÄPPELI

Die Schweiz unterstützte die UNO, nebst den üblichen finanziellen Beiträgen, im Berichtsjahr mit einer einmaligen Zahlung von **CHF 50 Mio. zwecks Renovierung der UN-Gebäude in Genf**. Im Ende Juni vom Bundesrat getroffenen Entscheidung wurde die Bedingung festgelegt, dass die Gelder auch zu einer Erhöhung der Energieeffizienz der Gebäude beitragen müssen. Zudem gab die UNO-Generalversammlung Ende Jahr einen Kredit von USD 3.6 Mio. frei, um die Sanierung der Genfer Gebäude zu planen.<sup>9</sup>

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**

DATUM: 04.04.2012  
EMILIA PASQUIER

Afin de rénover le **Palais des Nations Unies de Genève**, le Conseil fédéral s'est engagé à verser 50 millions de francs afin d'améliorer l'isolation du bâtiment. Les coûts totaux des rénovations s'élevaient à 670 millions de francs.<sup>10</sup>

**MOTION**

DATUM: 14.12.2012  
EMILIA PASQUIER

En mai, Genève a déposé sa candidature pour accueillir le secrétariat permanent de **Green Climate Funds**. Cette organisation soutient financièrement des projets visant à réduire les effets négatifs sur le climat dans les pays en développement et l'adaptation de ces pays aux changements climatiques. La décision est tombée en octobre. La ville Songdi (Corée du Sud) a été préférée à la candidature genevoise. Cet échec a provoqué une réaction au parlement. En décembre, Carlo Sommaruga (ps, GE) a déposé une motion signée par 120 conseillers nationaux demandant au Conseil fédéral de débloquer un crédit-cadre pluriannuel afin de renforcer **Genève** dans son rôle de **place d'accueil de la diplomatie internationale**. Bien que les chambres ne se soient pas encore officiellement prononcées sur cette motion, le texte a déjà reçu un large soutien romand, ainsi qu'un soutien de parlementaires issus de toutes les grandes formations partisans.<sup>11</sup>

## Zwischenstaatliche Beziehungen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 14.04.1992  
ANDRÉ MACH

**Le nouveau secrétaire général des Nations Unies, Boutros-Ghali, s'est rendu à Berne où il s'est entretenu avec le chef du DFAE** sur la présence de l'organisation mondiale à Genève et sur la **crise yougoslave**.<sup>12</sup>

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 19.07.2011  
ANITA KÄPPELI

Das „internationale Genf“ stand im Mittelpunkt des Treffens zwischen UNO-Generalsekretär **Ban Ki Moon** und Micheline Calmy-Rey im Juli.<sup>13</sup>

## Landesverteidigung

### Militäreinsätze

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN  
DATUM: 04.04.2012  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Im April des Berichtsjahres hatte der Bundesrat die Strategie für sein **Engagement in der Humanitären Minenräumung** für die Jahre 2012–2015 präsentiert. Rund 16 Mio. CHF sollen pro Jahr zur Unterstützung des Genfer Minenzentrums (Geneva International Center for Humanitarian Demining, GICHD) für dessen diverse Projekte und Expertenentsendungen im Kampf gegen Personenminen, Streumunition und andere explosive Kriegsmunitionsrückstände eingesetzt werden. Die vorliegende Strategie war bereits die dritte in Folge und präsentierte über das Engagement der Schweiz hinaus auch dessen Resultate. Nicht zuletzt dank Schweizer Unterstützung seien Länder wie Albanien oder Burundi in den letzten Jahren minenfrei geworden. Die Schweiz habe einen wichtigen Beitrag zur Verbesserung der Lebenssituation der betroffenen Bevölkerung in verschiedenen Regionen und Ländern geleistet. Die publizierte Strategie ist Ausdruck der Solidarität mit den Opfern und des Willens der Schweiz, sich weiterhin auf politischer und praktischer Ebene aktiv und engagiert für eine Welt ohne Minen, Streumunition und explosive Kriegsmunitionsrückstände einzusetzen. Nominell wurde die Schweizer Gesamtbeteiligung mit Experten an UNO-Minenräumprogrammen 2012 um rund 5% erhöht. Schweizer Experten haben in den Einsätzen insgesamt 3'604 Dienstage geleistet. Zusammen mit weiteren Spezialisten standen durchschnittlich zwölf Personen im Einsatz. Die Schweiz gehörte damit zu den stärksten Truppenstellern im Gebiet der humanitären Minenräumung.<sup>14</sup>

1) NZZ, 17.9., 30.10., 31.10., 1.11., 13.11. und 2.12.13.

2) JdG et NZZ, 15.1.92; NQ, 15.2.92; Envoi de policiers: presse du 22.2.92; Suisse, 23.3.92; TA, 14.4.92.; Presse du 29.9.92.; Rapp.gest., 1992, p.53s.

3) Presse des 27.3. et 17.6.92; JdG, 8.4.92; NQ, 15.10.92.

4) Presse du 15.12. et 16.12.92.

5) JdG, 29.1.93; 24 Heures, 30.1.93; Bund, 15.2.93; BaZ, 24.4.93.

6) JdG, 24.3.93; Suisse, 15.6.93.

7) JdG, 6.9.94; presse du 25.11.94.

8) TG, 15.1.00

9) LT, 20.7.11; TG, 27.12.11.

10) LT, 18.1.12; NZZ, 4.4.12.

11) Communiqué du DFAE du 20.10.12; TA, 31.5.12; Lib, 15.12.12.

12) Presse du 14.4.92.

13) Medienmitteilung EDA vom 19.7.11.

14) Medienmitteilung VBS vom 4.4.12.